

26 mars 1984 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Entretien de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'université californienne de Stanford, lundi 26 mars 1984.

Qui pourra contribuer demain, financièrement, à soutenir l'effort de recherche et de formation ? Pourrait-on me fournir un certain nombre d'applications concrètes et d'abord, dans les découvertes de la biotechnologie immédiatement applicables à l'industrie ?

- (...) C'est la preuve qu'il faut faire confiance car, comme vous le remarquiez, au point de départ, tant qu'on ne sait pas encore ce que sera le résultat de la recherche, l'enthousiasme est mince. C'est à partir du moment où les applications pratiques commencent à apparaître que les financements se proposent : je retiens donc tout à fait ce qui vient d'être dit par le professeur Berg, pour la troisième ou quatrième génération. Ce qui a été fait prouve que l'esprit humain est prêt à aller beaucoup plus loin et qu'il faudrait que, dès maintenant, avant qu'on sache quels en seront les résultats, les moyens soient fournis.

- (...) Le coût de ces applications concrètes dans le domaine de la médecine, la pharmacie, l'agriculture ? Bien entendu, on s'aperçoit, sans être bien savant, qu'il s'agit d'une très grande révolution. Cette fabrication par nous-mêmes de toute une série de substances qui peuvent démultiplier la production, guérir les gens, prévenir les maladies par le diagnostic, etc ... tout cela est très frappant et même très parlant à l'esprit. Mais puisque nous ne parlons, à l'instant, que de biotechnologie, comment se débrouille-t-on ici pour le financement, car j'ai entendu des thèses contradictoires, celles de M. Perkins, disant : "ce sont les industriels qui ont apporté le financement" et M. Berg, du moins c'est ce que j'ai cru comprendre, disant : "non, ça ne vient pas au début, ça ne vient qu'après". Après c'est très bien, mais il n'y a pas d'après s'il n'y a pas d'avant.

Pour ce qui concerne la France, nous avons deux systèmes, il y a de puissantes entreprises qui font de grands efforts de recherche dans leur spécialité. Mais, c'est vrai, l'élan vient surtout de l'Etat qui consacre, en particulier, depuis deux ans, deux ans et demi, des sommes qui ont été au moins multipliées par deux pour le développement de la recherche, pour les équipements et les laboratoires. Nous en avons discuté avec le professeur Guillemin hier, - c'est un Français d'origine, que je connaissais avant qu'il ne soit installé aux Etats-Unis d'Amérique définitivement, professionnellement - et je me souviens d'avoir discuté il y a quelques années avec lui parce qu'il ne parvenait pas à trouver des laboratoires, même modestement équipés. En désespoir de cause, - parce que c'est un homme qui aurait bien aimé rester dans son pays - c'est en Californie qu'il a trouvé l'instrument de sa connaissance. Il n'avait pas de crédits parce que l'éducation nationale, l'université n'en avaient pas. L'industrie, du moment que c'était une découverte qui n'était pas achevée, ne s'y intéressait pas et l'Etat ne savait pas très bien comment faire.

- Aujourd'hui nous faisons un très grand effort pour assurer au moins l'équipement matériel car l'Etat n'a pas la prétention de dicter les recherches à faire. C'est un itinéraire que l'Etat ne peut définir, mais il donne des moyens pour que les savants puissent s'affirmer. Nous avons aussi l'Institut Mérieux, pour la recherche vétérinaire, qui a obtenu de sérieux résultats. Mais tout cela ne pourrait pas vivre si la puissance publique ne s'en occupait pas de très près, alors un des objectifs que j'ai poursuivis, c'est de choisir la recherche comme priorité.

- Nous sommes dans une période très difficile, où la crise nous frappe de plein fouet, où nous réduisons les dépenses budgétaires. Nous avons un déficit d'environ 3 % par rapport à notre produit intérieur brut, c'est à dire que c'est jusqu'à ce jour le déficit budgétaire, avec l'Angleterre

produit intérieur brut, c'est-à-dire que c'est jusqu'à ce jour le déficit budgétaire, avec l'Angleterre, le plus faible de tous les pays industrialisés. Le Japon, l'Allemagne font à l'heure actuelle de grands efforts et peuvent nous rattrapper, mais à l'intérieur de cette réduction des crédits, nous avons doublé ceux de la recherche, ceux de la culture, et ceux de la formation professionnelle.

- J'arrête là mon explication, ce que je veux dire, c'est que cette intervention de l'Etat pour des crédits, il ne faut pas du tout la comprendre comme une sorte de système oppressif. Si on ne le fait pas en France, personne ne le fera, sauf bien entendu dans quelques industries audacieuses, mais le système ne sera pas généralisé. Et je n'ai pas tout à fait la réponse pour ici, pour la phase de recherche fondamentale qui précède le moment où l'on voit de quelle façon cette recherche fondamentale deviendra appliquée.

Quelle idée se font les savants et les industriels américains du logiciel français ? On a coutume de penser, nous dans notre pays, que nous sommes en retard pour la fabrication des machines, et que nous ne sommes pas mal placés pour la fourniture des programmes. Est-ce que c'est de la vanité nationale ?

- Je voudrais d'abord demander que vous vouliez bien donner la parole à Charles Salzman qui suit auprès de moi un certain nombre de ces problèmes.

- Mais, monsieur le président, je vous demande la parole, d'abord pour remercier ceux qui ont bien voulu participer à cette réunion et à ce débat à peine amorcé mais quand même très intéressant par les directions qu'il prend. Nous savons que notre pays aborde cette phase de son évolution avec du retard. Nous le savons et c'est pourquoi nous faisons un effort considérable pour rattraper ce retard, mais on pourrait dire que ce retard n'est pas très grave si nous savons rattraper l'évolution de la technologie au bon moment. Après tout, nous aurons fait l'impasse sur toute une période, mais si nous rattrapons au bon moment, nous nous trouverons enfin en prise directe puisque, par chance, cela change vite. Nous ne sommes donc pas du tout pessimistes, nous savons seulement que nous avons besoin de faire énormément d'efforts. Que vous ayez aussi amicalement à l'égard de la France accepté de participer à cet échange de vues qui va nous aider à aller plus vite, j'y suis très sensible et je vous exprime ma gratitude.

Il y a un élément qui me paraît important : pendant que nous parlions, Mme Cresson, ministre du commerce extérieur en France, est arrivée de Paris, exprès pour cette réunion. Elle s'occupe à l'heure actuelle de la commercialisation dans le monde entier de cette production française et elle me disait : on ne sait pas assez ce que l'on fait. Nous ne sommes pas, jusqu'à nouvel ordre, de très bons commerçants, nous ne sommes pas de très bons publicitaires non plus, on a des défaillances de ce côté-là, et il faudra peut-être encore un peu changer de mentalité pour y parvenir. Enfin, nous faisons tout de même des progrès. Nous sommes plus pratiques que nous ne l'étions et il faut absolument que l'éducation mette un système en place pour faciliter les échanges, y compris les échanges de personnes. Il faut que vous veniez - je parle surtout aux industriels -, en France voir ce qui s'y passe, pour connaître nos entreprises, petites et moyennes, qui ont des productions que je crois très intéressantes.

- Je ne suis pas venu ici pour faire du commerce avec vous. Mais j'ai l'impression que mon pays, dont j'ai reconnu le retard, dont je sais que les difficultés présentes à s'adapter au grand mouvement qui repart d'Amérique vers une nouvelle croissance, a tout de même, un peu partout, toute une série de capacités, et nous, nous sommes en-train de les coordonner, de leur donner un élan nouveau, comme on n'a pas fait depuis la deuxième guerre mondiale. Et cela on le verra dans trois ou quatre ans. Alors, nous serons très fiers que les savants, les chercheurs, les économistes et les industriels autour de Stanford veuillent bien s'intéresser à ce que l'on fait. Vous l'avez démontré en étant là, enfin nous y sommes très sensibles et nous ne demandons qu'à continuer.